



# Assemblée générale

## AG/EF/3384

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### **Deuxième Commission**

31<sup>e</sup> & 32<sup>e</sup> séances – matin & après-midi

## **LA DEUXIÈME COMMISSION ET L'ECOSOC DISCUTENT DES MOYENS QUI POURRAIENT FACILITER LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

### **La Commission a été saisie de vingt-six projets de résolutions cet après-midi**

La Commission économique et financière (Deuxième Commission) et le Conseil économique et social (ECOSOC) ont tenu ce matin une séance de travail conjointe sur le thème: « Trouver des solutions afin de relever les défis du développement durable et d'accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ».

Pour rappel, parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) lancés en l'an 2000, le huitième et dernier OMD prescrivait de mettre en place un partenariat pour le développement qui devait accompagner la traditionnelle aide publique au développement (APD) dans le soutien aux efforts de développement à l'échelle planétaire. Dans le même temps, les débats sur le financement du développement ont conduit à l'émergence du concept de « formes innovantes de financement du développement » qui mettent en exergue, entre autres, le renforcement du partenariat public-privé.

À l'ouverture de la réunion de ce matin, le Président du Conseil économique et social, M. Nestor Osorio, de la Colombie, a rappelé que l'ECOSOC est engagé depuis longtemps dans la promotion des partenariats. Il a ainsi souligné que, depuis l'année 2008, l'ECOSOC organise un forum annuel pour les partenariats, qui réunit les gouvernements, le secteur privé ainsi que des fondations, dans le but de renforcer la réalisation des OMD.

Au cours des échanges qui ont suivi, le représentant de Singapour a insisté sur le caractère central de l'APD pour la réalisation des OMD. Il a précisé que les autres mécanismes d'aide au développement ne devaient jouer qu'un rôle complémentaire à celui de l'APD, dont le niveau a connu une baisse notable au cours des dernières années. Concernant les partenariats public-privé, le représentant a exprimé des doutes face à l'optimisme entourant le secteur privé. En intervenant dans les processus de développement, les entreprises privées ont pour but de vouloir « privatiser les profits et socialiser les risques », et ne sont certainement pas disposées à investir à long terme dans les projets d'infrastructure, cruciaux pour les pays en développement, a noté le représentant.

Un des experts invités à prendre part à la réunion, M. Jos Verbeek, Économiste principal au Groupe d'étude des perspectives de développement de la Banque mondiale, a quant à lui relevé que quatre ou cinq OMD pourraient être réalisés au niveau mondial, en dépit des inégalités existant au niveau régional. Il a estimé qu'en Afrique subsaharienne, par exemple, il sera difficile d'atteindre ne serait ce qu'un seul des Objectifs. Parmi les solutions évoquées pour relever les défis du développement durable, le Président Directeur général du « Global Impact Investing Network », M. Luther Ragin, a expliqué que les investissements d'impact pourraient, en ciblant les secteurs sociaux et environnementaux, permettre aux investisseurs de faire des profits tout en participant au développement durable. Le montant total des investissements mondiaux annuels est de 212 000 milliards de dollars. Si seulement 1% de cette somme, soit 2 000 milliards, était consacré aux investissements d'impact, cela produirait d'énormes bénéfices sociaux et environnementaux au niveau mondial, a indiqué M. Ragin.

Mme Tokunboh Ishmaël, Cofondatrice et Directrice générale d'« Alitheia Capital », une firme de conseil en investissements du Nigéria, a estimé pour sa part qu'il fallait utiliser les systèmes d'aide philanthropique pour compléter les efforts consentis par les gouvernements dans les domaines économique et social. Elle a parlé de certains domaines dans lesquels sa firme agit, qui sont essentiellement des domaines sociaux, comme l'amélioration de la santé des mères, des filles et des enfants en bas âge par l'équipement des foyers en

cuisinières en gaz pour mettre fin à l'utilisation du bois de chauffe pour la cuisine. Les inhalations de fumée causent en effet presque deux millions de morts chaque année dans le monde, dont un demi-million en Afrique, a-t-elle rappelé.

À la fin du débat, le Président de la Deuxième Commission, M. Abdou Salam Diallo, a relevé que c'est dans le cadre des partenariats que la communauté internationale trouvera les moyens d'aider les pays à améliorer les conditions de vie de leurs habitants grâce à des approches nouvelles et innovantes.

Dans l'après-midi, la Commission a entendu la présentation de 26 projets de résolution sur lesquels elle se prononcera au cours des réunions à venir. Le représentant des Fidji, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a présenté 22 projets de textes relatifs à plusieurs thèmes, dont quatre portant sur les questions de politique macroéconomique, et quatre autres sur le développement durable.

La représentante du Mexique a présenté un projet de résolution sur l'« [Année internationale de la lumière](#) et des techniques utilisant la lumière (2015) », et son collègue de la Turquie a soumis à la Commission un projet de texte intitulé: « 2016, Année internationale [des légumineuses](#) ». La délégation de la Lituanie a présenté un projet de résolution intitulé: « Vers des [partenariats mondiaux](#): démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés, en particulier le secteur privé ». Enfin un projet de texte sur la « [Souveraineté](#) permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles », a été présenté par la délégation de l'Égypte.

La Deuxième Commission poursuivra ses travaux vendredi 8 novembre, à partir de 10 heures. Elle tiendra une séance conjointe avec l'ECOSOC sur le thème: « L'avenir de l'emploi: le monde du travail en 2030 ».

### ***SÉANCE CONJOINTE SUR LE THÈME « TROUVER DES SOLUTIONS AFIN DE RELEVER LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ACCÉLÉRER LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT »***

#### **Déclarations**

M. ABDOU SALAM DIALLO (Sénégal), Président de la Deuxième Commission, a rappelé que les États Membres avaient adopté en 2000 l'ambitieuse Déclaration du Millénaire dans laquelle ils ont réaffirmé la valeur intrinsèque des droits de l'homme, ainsi que la nécessité d'éliminer la pauvreté, de respecter la nature et de promouvoir une responsabilité partagée. Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont permis de faire reculer notablement la pauvreté et de progresser dans de nombreux domaines du développement humain, a-t-il observé. Malgré les progrès accomplis, M. Diallo a relevé les inégalités qui persistent et les menaces environnementales locales et mondiales qui font courir des dangers sans précédent aux populations et à la planète elle-même.

Le monde dispose néanmoins de nombreux atouts, a poursuivi le Président de la Deuxième Commission, citant notamment un potentiel humain, des moyens financiers et un savoir-faire extraordinaire, ainsi que des outils novateurs qui peuvent faciliter la mobilisation sociale et aider à régler les problèmes majeurs qui se posent. Il a jugé crucial que les gouvernements et les partenaires de développement redoublent d'efforts pour atteindre les OMD avant la fin de l'année 2015. L'entreprise sera malaisée, a-t-il prévenu, mais nous devons nous attacher à trouver des solutions et des stratégies novatrices pour relever les défis. Il a dès lors appelé à faire preuve de détermination et de dynamisme, et même à faire des sacrifices, pour éliminer la pauvreté, la faim, la peur de la violence et l'oppression.

M. NÉSTOR OSORIO (Colombie), Président du Conseil économique et social (ECOSOC), a souligné que les partenariats sont essentiels, pas seulement pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), mais également dans la perspective d'une mise en œuvre couronnée de succès du futur programme de développement pour l'après-2015. Il a ajouté que la collaboration, entre les gouvernements et le secteur privé, la société civile et d'autres acteurs majeurs, est cruciale pour réaliser le progrès économique et social. M. Osorio a indiqué que le processus de définition des solutions à appliquer pour faire face aux défis du développement durable offre l'opportunité de renforcer le partenariat entre le secteur privé et les Nations Unies. Il a, en outre, noté que le secteur privé a un rôle précieux à jouer aux côtés des gouvernements qui travaillent à la réalisation des OMD. Le Président de l'ECOSOC a ensuite rappelé que l'ECOSOC est engagé depuis longtemps dans la promotion des partenariats. Il a ainsi souligné que depuis l'année 2008, l'ECOSOC organise un Forum annuel pour les partenariats, qui réunit les gouvernements, le secteur privé ainsi que des fondations, dans le but de renforcer la réalisation des OMD.

Mme SADE BADERINWA, Présidente primée aux Emmys de la chaîne WABC-TV, qui animait la table ronde, a remarqué que les gouvernements avaient besoin de la participation active des acteurs du secteur privé. Elle a donné l'exemple de tout ce qui est accompli grâce à la Fondation Bill et Melinda Gates. Elle a espéré que les experts présents aujourd'hui contribueraient à trouver des solutions novatrices. Elle leur a aussi demandé de donner des exemples d'actions accomplies sur le terrain.

M. PAUL MACMILLAN, Dirigeant industriel international du secteur public de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, a présenté son ouvrage intitulé « The Solution Revolution », sous-titré: How Business, Government, and Social Enterprises Are Teaming Up to Solve Society's Toughest Problems (« Comment les entreprises, les gouvernements et les entreprises sociales font équipe pour résoudre les problèmes les plus difficiles de la société »). Il a ainsi présenté un « écosystème des marchés » où interagissent des acteurs non gouvernementaux, qu'il a appelé « l'économie des solutions ». Il a donné l'exemple de Kiva, un système créé en 2005 à travers lequel « les citoyens investissent dans les citoyens », afin d'attirer des investissements dans des entreprises des marchés émergents. Grâce à ce nouveau cadre, de nouveaux modèles de développement ont été créés avec des structures non gouvernementales et des partenaires non gouvernementaux. Plus d'un demi milliard de dollars de prêts ont ainsi été accordés à 600 000 entrepreneurs, et le taux de remboursement de ces prêts a atteint 99%, a-t-il fait valoir. À la suite de cette expérience, quatre autres plate-formes de financement de masse ont été créées dans le monde. C'est un autre mode d'investissement social, a-t-il observé.

L'expert a aussi donné l'exemple de « SafariCom », une technologie créée en 2007 au Kenya qui facilite l'accès aux marchés. Elle est devenue une institution financière qui s'étend à d'autres pays, a-t-il précisé. Grâce à ce produit, plus de 15 millions de personnes ont eu accès aux services financiers et 70% des adultes au Kenya l'utilisent. M. MacMillan a ensuite parlé des « Wavemakers » (les créateurs de vagues), système qui consent des prêts et apporte des solutions à des situations sociales difficiles. Il a aussi mentionné les nouveaux « modèles de business », ainsi que les grands philanthropes qui sont intervenus de manière importante au cours de la dernière décennie. Les technologies font également partie de cette nouvelle économie des solutions, a-t-il ajouté, citant notamment les téléphones portables et les systèmes portables de purification de l'eau. Tous ces procédés ont permis d'augmenter le volume des échanges de valeur publique, ainsi que des échanges entre les citoyens.

M. PARAG GUPTA, Fondateur de « Waste Ventures », une entreprise privée travaillant dans le secteur de la gestion des déchets urbains en Inde, a tout d'abord rappelé que selon la Banque mondiale, 120 millions de personnes vivent à travers le monde de la collecte des déchets avec des gains journaliers de 2 dollars. M. Gupta a ensuite expliqué que son entreprise travaille avec les municipalités en les aidant à collecter les ordures ménagères aux domiciles des gens. Cette collecte gratuite permet de transformer ensuite les déchets organiques en compost, qui est revendu aux agriculteurs. Il a souligné que les crédits-carbone qui seront engendrés par la réduction des émissions de gaz méthane seront ensuite revendus à des industries polluantes. Il a reconnu qu'au niveau mondial, les besoins d'assainissement sont immenses, et qu'il est donc important de partager le type d'expérience menée par « Waste Ventures » en Inde. Il a également souhaité la mise en place de mesures qui seraient favorables à ce genre d'initiatives, car a-t-il expliqué, des pratiques écologiques, comme l'achat de voitures moins polluantes, sont subventionnées par les gouvernements.

Mme TOKUNBOH ISHMAËL, Cofondatrice et Directrice générale à Alitheia Capital, du Nigéria, a estimé qu'il fallait utiliser les systèmes d'aide philanthropique pour compléter les efforts des gouvernements, qui en font déjà beaucoup, sur les plans économique et social. Son entreprise, Alitheia Capital, soutient et finance les entreprises qui développent des marchés financiers dans les pays en développement, a-t-elle indiqué. Cela permet d'autonomiser les familles à faible revenu en les encourageant à s'assurer et à économiser en vue des mauvais jours. Moins de 30% de la population du Nigéria ont accès à des comptes bancaires, mais plus de 80% des Nigériens ont des téléphones portables, a indiqué Mme Ishmaël. Elle a ainsi expliqué pourquoi Alitheia Capital avait décidé de financer des prestations bancaires opérées par téléphonie mobile afin de permettre une plus grande inclusion financière de la population.

À travers le monde, 1,9 million de femmes et d'enfants meurent des inhalations de fumées provenant du bois servant à faire la cuisine ou à se chauffer et près d'un demi-million d'entre eux meurent en Afrique, a déploré Mme Ishmaël. Pour apporter une solution à ce problème, Alitheia Capital travaille avec des grandes entreprises de production et de distribution de gaz et de pétrole pour permettre aux familles à faible revenu de s'équiper de cuisinières à énergie propre. Elle sensibilise ces entreprises sur la nécessité de rendre leurs produits abordables, afin d'atteindre toute la population et pas uniquement la tranche la plus riche. Ces entreprises ont ainsi pu passer d'un marché qui couvrait seulement 1% de la population à un marché beaucoup plus vaste. Quant au Gouvernement du Nigéria, il a désormais les moyens de faire connaître les avantages du passage à d'autres combustibles que le bois. Au Nigéria, moins de 20% des écoles fournissent un environnement sûr aux élèves, a poursuivi l'experte. C'est pourquoi Alitheia Capital finance des technologies de construction à faible coût pour permettre l'édification d'infrastructures sociales abordables dans les zones rurales.

Mme Ishmaël a expliqué que l'expérience de son entreprise lui avait appris à s'adresser à différentes sources pour trouver des financements. Elle a cependant remarqué que ces sources avaient été essentiellement européennes. Les gouvernements africains ont été très lents à adopter des solutions de financement des infrastructures basées sur le marché, a-t-elle remarqué. Elle a encouragé les pays donateurs et les pays bénéficiaires à réfléchir sur la façon dont les gouvernements et les autorités nationales pouvaient être sensibilisés sur l'importance de ces modes de financement. Il ne faut pas seulement penser du haut vers le bas, mais aussi partir des expériences réussies sur le terrain, a-t-elle recommandé.

M. LUTHER M. RAGIN Jr., Président Directeur général du Global Impact Investing Network (GIIN), une organisation à but non lucratif créée en 2009, et qui œuvre à l'amélioration du niveau d'investissements à travers le monde, a expliqué que les investissements d'impact sont des investissements faits avec des objectifs sociaux et environnementaux mesurables sous-jacents, en plus de la volonté de gagner de l'argent. Il a expliqué par exemple que sur le montant total des investissements mondiaux annuels, soit 212 000 milliards de dollars, si seulement 1%, soit 2 000 milliards, était consacré aux investissements d'impact, cela produirait d'énormes bénéfices sociaux et environnementaux au niveau mondial.

M. Ragin a par ailleurs indiqué que le GIIN a basé ses activités sur trois grands domaines. Le premier domaine concerne la mise en place d'infrastructures qui permettent aux investisseurs de s'informer sur les possibilités d'investissements d'impact. Une base de données mondiale a été mise en place à cet effet. Le second domaine est le programme IRIS, qui permet aux investisseurs de pouvoir échanger leurs expériences en matière d'investissements d'impact. Cette plate-forme permet par exemple d'évaluer des indicateurs comme la création d'emplois ou la réduction des émissions de carbone qui résulteraient d'un investissement donné. Ce partage de connaissances, a-t-il noté, est soutenu par le Conseil d'investissement du GIIN, constitué de 56 membres à travers le monde. Le troisième domaine d'activités du GIIN concerne l'éducation, la recherche et la dissémination des activités et programmes de l'organisation, et la sensibilisation des investisseurs et du grand public sur le bien-fondé des investissements d'impact, a souligné M. Ragin.

M. JOS VERBEEK, Économiste principal au Groupe d'étude des perspectives de développement de la Banque mondiale, a relevé les progrès accomplis sur la voie des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment ceux relatifs à la scolarisation et aux bidonvilles. On va sans doute réaliser quatre ou cinq OMD au niveau mondial, a-t-il annoncé, relevant cependant des inégalités au niveau régional. En Afrique subsaharienne, par exemple, il sera difficile d'atteindre ne serait ce qu'un seul des Objectifs, a-t-il estimé. Il a ensuite parlé des initiatives de la Banque mondiale en matière de malnutrition, sujet qui fait l'objet du deuxième OMD qu'on est encore loin d'atteindre. Les efforts de la Banque mondiale portent également sur l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement. M. Verbeek a, par ailleurs, mentionné les efforts de coordination menés par les instances des Nations Unies pour mieux contribuer à la réalisation des OMD.

Nous vivons dans un monde très différent de celui qui a fixé les OMD, a fait remarqué l'expert. Il a rappelé que, au début des années 2000, on avait beaucoup mis l'accent sur les ajustements structurels. On a alors oublié, a-t-il noté, de mettre la personne au cœur des efforts de développement. Les gouvernements ont débloqué des ressources, et aujourd'hui les pays en développement ont plus de ressources par rapport à ce qui était le cas il y a 15 ans, a-t-il relevé, soulignant aussi le rôle du secteur privé dans les solutions en matière d'investissements. Nous devons continuer à réfléchir à de nouvelles méthodes de financement pour agir sur le terrain. Mais nous devons nous fonder sur des éléments probants, a-t-il demandé, appelant à faire preuve de plus de rigueur en matière d'analyse coût/bénéfice. Il faut, en outre, renforcer la gestion fondée sur les résultats, a-t-il recommandé. Enfin, il a invité à investir dans la collecte et le traitement des données, regrettant à cet égard que la définition des OMD se soit basée sur des indicateurs datant de 1990.

### **Débat interactif**

En sa qualité d'« interlocuteur » du débat, M. MARK NEO (Singapour) a insisté sur le caractère central de l'aide publique au développement (APD) pour la réalisation des OMD. Il a précisé que les autres mécanismes d'aide au développement ne devaient jouer qu'un rôle complémentaire à l'APD. Il a jugé illusoire de penser que les partenariats en faveur du développement et les investissements privés pouvaient combler le fossé existant entre les ressources nécessaires aux pays en développement et celles qui leur sont disponibles. Depuis 2010, le niveau de l'APD a baissé de 6% par an, a-t-il rappelé.

Le représentant de Singapour a ensuite fait référence à un rapport du Secrétaire général relatif au renforcement de la coopération en faveur du développement, selon lequel les intervenants opérant sur le terrain y mènent des initiatives « locales, opportunistes et exigeantes ». « Ce genre de solution peut-il être appliqué au niveau international entre États? » s'est interrogé M. Neo. Il s'est aussi montré critique par rapport aux partenariats publics-privés, estimant que les entreprises privées voulaient, par ce biais, « privatiser les profits et socialiser les risques ». Il a aussi averti que ces entreprises n'avaient pas l'intention d'investir à long terme dans les projets d'infrastructure dont ont besoin les pays en développement pour atteindre les OMD. En ce qui concerne les modes de financement novateurs, il a appelé à la prudence avant qu'on ne prétende les appliquer au plan international. Il a lancé un avertissement contre les effets déformateurs que peuvent avoir ces modes de financement si on les applique au plan mondial. Il a enfin jugé injuste que les pays développés veuillent donner des leçons en matière de mobilisation de ressources aux pays en développement alors qu'ils ne veulent pas que l'on parle des barrières tarifaires, et autres, qu'ils imposent aux produits des pays du Sud, les excluant ainsi des avantages du commerce mondial.

De son côté, le représentant du Venezuela a soulevé le problème des déchets solides qui proviennent des modes de production et de consommation non durables. Tant qu'on ne règlera pas ce problème, on ne trouvera pas de solution au traitement des déchets, a-t-il prévenu. La demande mondiale est déterminée par les revenus des riches, et il revient à ceux-ci de fixer des limites, afin que l'on ne produise des biens qui sont

essentiels à la vie humaine, a-t-il recommandé. Il a aussi souhaité qu'une différence soit faite entre les grands marchés et les marchés locaux. Le Venezuela aurait d'autre part voulu que les experts invités à cette table ronde représentent des points de vue différents, afin que le débat soit plus équilibré, a indiqué le représentant.

Répondant à ces observations, M. Macmillan, l'expert de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, a assuré que la promotion d'une économie basée sur l'usage du concept de « solutions » n'a pour but que de compléter ce que font déjà les gouvernements, en apportant une certaine créativité. M. Ragin, le Président Directeur général du Global Impact Investing Network (GIIN), a, quant à lui, confirmé que le rôle essentiel revenait au gouvernement qui doit créer un environnement propice aux partenariats entre le secteur public et le secteur privé. Les ressources que nous cherchons à mobiliser doivent s'ajouter aux ressources gouvernementales, car celles-ci ne suffiront pas à satisfaire les besoins et à régler les problèmes, a-t-il indiqué.

Une représentante de la société civile, représentante de l'organisation non gouvernementale « Sustainability », a insisté sur les solutions à apporter aux problèmes de santé causés par l'utilisation du bois de chauffe. Ils peuvent être résolus en promouvant notamment l'utilisation de fours et de cuisinières solaires, a-t-elle suggéré. Elle a aussi indiqué qu'au Kenya, un groupe de la société civile offrait 500 dollars aux personnes dans le besoin sans contrepartie. Il est apparu que les pauvres utilisent au mieux ces sommes d'argent, a-t-elle souligné.

Centrant elle aussi le débat sur les personnes, la représentante des Bahamas a demandé comment les partenariats multipartites pouvaient faire avancer la recherche de solutions en faveur de l'amélioration de la vie des femmes et des enfants.

Mme Tokunboh Ismaël, Directrice générale de Alitheia Capital, au Nigéria, a répondu que l'initiative visant à promouvoir l'usage de poêles et de cuisinières non polluantes allait au-delà de la protection des enfants en bas âge et concernait aussi les fillettes, qui sont chargées d'aller chercher du bois de chauffe, et des femmes, qui consacrent beaucoup de temps à la cuisson des aliments. Cela permet aussi d'augmenter le nombre d'enfants qui vont à l'école et de consacrer plus de temps à d'autres activités que la cuisine.

La représentante du Pérou a relancé le débat sur le rôle important du secteur privé dans la poursuite des objectifs de développement. Elle s'est interrogée sur les raisons du manque de progrès dans le domaine des partenariats entre secteur privé et secteur public. Elle a proposé de faire un suivi des activités menées par le secteur privé, afin de s'assurer que les communautés en bénéficient.

À cet égard, M. Jos Verbeek, le représentant de la Banque mondiale, a estimé que les gouvernements étaient à même de collecter les données utiles à ce suivi. En ce qui concerne le rôle imparti à chacun, il a estimé que, selon les cas, il était possible d'opter pour une approche différente de celle qui privilégie le gouvernement comme étant l'acteur principal du développement du pays. Il a aussi souligné que l'APD n'était pas toujours la solution la meilleure, car tout dépendait en fait de l'économie de chaque pays bénéficiaire.

M. Parag Gupta, Fondateur de l'entreprise Waste Ventures, a pour sa part assuré qu'il travaillait en lien avec les gouvernements pour avoir une idée précise du nombre de tonnes de déchets ménagers compostés ou recyclés dans chaque agglomération et au niveau national.

Enfin, la représentante du Mexique a demandé aux experts comment pouvait-on inciter les entreprises à faire davantage d'investissements sociaux.

M. Verbeek, de la Banque mondiale a répondu qu'il faudrait mieux faire circuler l'information, afin de faire mieux connaître les modes de financement du secteur privé. À sa suite, M. Luther Ragin, Président Directeur général du Global Impact Investing Network a regretté le manque d'information dont souffre le secteur privé en ce qui concerne les possibilités d'investissement qui s'offrent à lui.

## **Présentation des projets de résolutions**

### ***Les technologies de l'information et des communications au service du développement***

« Journée internationale pour la promotion et la protection du télétravail » ([A/C.2/68/L.18](#)).

### ***Questions de politique macroéconomique***

a) « Commerce international et développement » ([A/C.2/68/L.8](#)) et « Mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement » ([A/C.2/68/L.12](#)).

b) Système financier international et développement ([A/C.2/68/L.4](#)).

c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement ([A/C.2/68/L.15](#)).

d) Produits de base ([A/C.2/68/L.16](#)).

***Suivi et mise en œuvre des textes issus de la Conférence internationale de 2002 sur le financement du développement et de la Conférence d'examen de 2008***

« Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement » ([A/C.2/68/L.25](#)).

***Développement durable***

« Marée noire sur les côtes libanaises » ([A/C.2/68/L.26](#)) et « Journée mondiale de la vie sauvage » ([A/C.2/68/L.23](#)).

d) Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures ([A/C.2/68/L.19](#)).

e) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique ([A/C.2/68/L.22](#)).

***Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)*** ([A/C.2/68/L.14](#))

***Mondialisation et interdépendance***

a) Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance ([A/C.2/68/L.17](#)).

b) Science et technique au service du développement ([A/C.2/68/L.11](#)) et « Année internationale de la lumière et des techniques utilisant la lumière. (2015) » ([A/C.2/68/L.13](#)).

***Groupes de pays en situation particulière***

a) Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ([A/C.2/68/L.9](#)).

b) Conférence consacrée à l'examen décennal complet de l'application du Programme d'action d'Almaty. « Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral: résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit » ([A/C.2/68/L.10](#)).

***Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement***

a) Activités relatives à la deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017) ([A/C.2/68/L.3](#)).

b) Participation des femmes au développement ([A/C.2/68/L.7](#)).

c) Mise en valeur des ressources humaines ([A/C.2/68/L.6](#)).

***Activités opérationnelles de développement***

a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ([A/C.2/68/L.2](#)).

b) Coopération Sud-Sud ([A/C.2/68/L.5](#)).

***Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition***

« 2016, Année internationale des légumineuses » ([A/C.2/68/L.20](#)) et « Journée mondiale des sols et Année internationale des sols » ([A/C.2/68/L.21](#))

***Vers des partenariats mondiaux : démarche fondée sur des principes pour le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et tous les partenaires intéressés, en particulier le secteur privé***(A/C.2/68/L.24)

***Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles***  
(A/C.2/68/L.27)

\* \* \* \* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel